

Brochure n° 3346

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 2642. – PRODUCTION AUDIOVISUELLE**

---

AVENANT N° 11 DU 19 DÉCEMBRE 2018  
PORTANT MODIFICATION DE L'ARTICULATION DES NIVEAUX DE NÉGOCIATION

NOR : ASET1950319M  
IDCC : 2642

Entre :  
USPA ;  
SPI ;  
SPECT ;  
SATEV,

D'une part, et  
F3C CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

La loi du 29 mars 2018 a modifié, en dernier lieu, l'article L. 2253-1 du code du travail relatif aux rapports entre l'accord d'entreprise ou d'établissement et la convention de branche. Ainsi, pour se conformer à cette nouvelle organisation, l'article III.5.1 de la convention collective de la production audiovisuelle est modifié par le présent avenant.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Articulation des niveaux de négociation*

L'article III.5.1 est modifié comme suit :

« En l'absence d'accord d'entreprise, la présente convention collective s'applique de façon impérative.

Par ailleurs, les parties signataires rappellent qu'aucun accord ou convention d'entreprise ou d'établissement, conclu antérieurement ou postérieurement à la présente convention collective, ne peut déroger aux dispositions de la branche dans les matières énumérées à l'article L. 2253-1 du code du travail, notamment sur les salaires minima hiérarchiques, les classifications, et les garanties collectives complémentaires mentionnées à l'article L. 912-1 du code de la sécurité sociale.

En outre, les parties signataires décident que les accords et conventions d'entreprise ou d'établissement, conclus postérieurement à la présente convention collective, ne peuvent pas non plus déroger aux dispositions de la branche dans les matières suivantes :

– l'insertion professionnelle et le maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés ;

– l’effectif à partir duquel les délégués syndicaux peuvent être désignés.

Dans l’ensemble des matières énumérées aux articles L. 2253-1 et les deux matières mentionnées ci-dessus, les dispositions de la présente convention collective prévalent sur les conventions et accords d’entreprise, sauf lorsque ceux-ci assurent des garanties au moins équivalentes à ces dispositions.

L’ensemble de ces dispositions ne fait pas obstacle à la négociation de conventions et accords d’entreprise ou d’établissement plus favorables aux salariés que les dispositions de la branche. »

## **Article 2**

### *Dispositions finales*

Le présent accord entrera en vigueur à son dépôt. Une demande d’extension sera réalisée par la partie la plus diligente.

Fait à Paris, le 19 décembre 2018.

(Suivent les signatures.)